



LIT-QI

Presse Internationale

n°41 – septembre 2006 - 1€ (soutien 2€)

LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - IV INTERNATIONALE
EN BELGIQUE

www.litci.org - lital.be@tiscali.be

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'élan, 73, B10 - 1170 Bruxelles



Il y a 8 ans...

Sémira Adamu

luttait contre son
expulsion et a été
assassinée.

Tous

à la marche !

**23 septembre 14 H
Gare du Nord - Bxl**

Aussi dans ce numéro :

Rentrée sociale – p.3

Sans Papiers – p.5

Cuba – p.10

Congo – p.13

Venezuela – p.14

Le peuple libanais a mis en échec l'armée sioniste

p.7

La Belgique
en guerre
contre le
peuple
libanais p.2



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Après la grande victoire du peuple libanais, la Belgique part lui faire la guerre

Le peuple libanais, sous la direction du Hezbollah, a obtenu une grande victoire sur l'armée sioniste qui a du rebrousser chemin. C'est aussi une victoire contre la politique de Bush, qui espérait qu'Israël allait ouvrir un troisième front au Moyen-Orient et soulager sa guerre en Irak et en Afghanistan (voir l'article page 7).

On est finalement arrivé à un cessez-le-feu précaire, et le vendredi 25 août, la Belgique a décidé d'envoyer des troupes d'occupation au Liban, dans le cadre d'un contingent de Casques Bleus de l'ONU.

S'il s'agissait d'une force *d'interposition*, comme on nous le répète, elle s'installerait des deux côtés de la frontière, ce qui n'est pas le cas. C'est le Liban qui est occupé, par une force *d'occupation*.

Le Ministre De Gucht dit qu'il s'agit de « créer une zone où il n'y a plus d'activité militaire », mais il ne s'agit pas d'une zone en Israël. Il s'agit de déblayer une zone sur territoire libanais, face à l'armée israélienne, de façon à faciliter une nouvelle agression par l'armée sioniste.

On nous dit que l'ONU veut la paix, mais alors il faudrait désarmer l'agresseur, ce qui n'est même pas envisagé. On ne parle que du désarmement de l'agressé. On parle d'embargo sur les armements du Hezbollah, pas sur l'armement bien supérieur de l'Etat sioniste.

On parle d'aide humanitaire, mais pourquoi alors ne pas donner ces quelques millions de dollars à une organisation sur place qui s'acquitte très bien de cette tâche et est appréciée hautement par toute la population, le Hezbollah ?

Quand les troupes américaines ont envahit l'Irak, c'était aussi pour la paix. Mais comme elles y sont embourbées, il s'agit maintenant pour l'Europe d'assumer une tâche que ces Américains ne sont plus en condition d'assumer. « *Au contraire des Etats-Unis, les pays européens sont "acceptables par toutes les parties" dans la région* », souligne le Ministre. De toute façon, De Gucht y voit

plutôt « une chance pour l'Union européenne de trouver un rôle politico-diplomatique significatif au Proche-Orient ».

La vraie discussion, au-delà des mots, est : de quel côté se situe-t-on dans l'affrontement entre l'Etat sioniste d'une part et le peuple libanais, sous la direction du Hezbollah, d'autre part. Ailleurs dans ce numéro nous disons ce que nous pensons et ce que nous attendons du Hezbollah, mais ici, la question est que l'Union européenne, y compris la Belgique, a retrouvé une certaine unité pour essayer de fermer la brèche ouverte par la défaite israélienne, là où l'impérialisme yankee a les mains liées. Il s'agit bel et bien, pour l'Europe et pour la Belgique, d'une intervention militaire dans un pays étranger, après qu'Israël y a souffert une défaite cuisante en voulant occuper le Liban.

Considérant que les Etats-Unis n'ont pas la possibilité de remplacer Israël dans cette aventure, l'Europe décide de prendre la relève, et la Belgique professe haut et fort qu'elle participe à la tâche. En clair, cela veut dire que la Belgique participera à la guerre que les Etats Unis et Israël ne peuvent pas faire, contre le peuple libanais.

Déjà en septembre 1982, une Force Multinationale (Etats-Unis, Royaume Uni, France, Italie) est allée « *protéger la population civile* » au Liban. Ils ont dû s'en aller moins de deux ans plus tard. Nous avons confiance dans la lutte du peuple libanais pour vaincre, cette fois-ci aussi, les troupes de l'ONU et de la Belgique.

Non à la guerre de la Belgique contre le peuple libanais.

Soutien à la lutte de libération du peuple libanais.

Retrait immédiat des troupes belges : « Belgian go home ».

Toutes les troupes d'occupation hors du Liban.

Aucune confiance en l'ONU

Une rentrée annoncée par les luttes

La rentrée sociale s'annonce combative, plusieurs mobilisations ont eu lieu ces dernières semaines dans le pays. Alors que des négociations importantes sur nos salaires devront commencer, il faut profiter de cet élan de mobilisations pour imposer nos exigences au patronat et son gouvernement

La négociation sur l'accord interprofessionnel 2007-2008 est sans doute une des points principaux autour duquel les travailleurs vont diriger leur attention à la rentrée ; il s'agit de négocier nos salaires, en plus de l'indexation, les éventuelles augmentations que nous pourrions obtenir pour les deux ans à venir.

Il reste cependant d'autres sujets qui intéressent particulièrement les travailleurs : le Pacte de compétitivité, un « pacte » auquel les directions syndicales et patronat se sont engagés lors d'une négociation à huis clos pour ne pas perturber les discussions. Le « pacte entre générations » qui, malgré les importantes mobilisations d'octobre 2005, a été imposé par le gouvernement sans que les directions syndicales aient plus loin que quelques déclarations de regret. Et à cela il faut ajouter les licenciements massifs comme celui annoncé chez Agfa-Gevaert.

Les directions syndicales :

Un changement pour la continuité

Ces négociations seront marquées aussi par l'entrée en jeu des nouvelles directions syndicales: Rudy De Leeuw et Anne Demelenne pour la FGTB, Claude Rolin pour la CSC.

Pour Anne Demelenne, secrétaire générale de la FGTB, la priorité est l'emploi et l'augmentation du salaire minimum interprofessionnel, mais pour elle, « l'emploi découle de la compétitivité des entreprises, elle-même tributaire de nombreux facteurs »¹. Il faudra donc discuter de la compétitivité, des coûts, de la formation, de la recherche, l'innovation et le recul des investissements. Pour Anne Demelenne « ...on devra tout mettre sur la table »

« Il est évident que la FEB a comme souci fondamental la charge salariale globale. La compétitivité est un enjeu prioritaire ».

Jean Claude Daoust - FEB
La Libre Belgique, 01/09/06

« L'emploi découle de la compétitivité des entreprises, elle-même tributaire de nombreux facteurs »

Anne Demelenne - FGTB
Le Soir, 31/08/06

« On verra si les patrons ont envie que la concertation se déroule bien »

Anne Demelenne - FGTB
Le Soir, 31/08/06

Privatisation d'ABX Un cadeau du gouvernement

Ce 3 août, la SNCB-Holding a cédé 100% de ses parts de sa filiale ABX LOGISTICS Worldwide au groupe d'investissement britannique 3i. ABX avait été créé en 1993 par l'entreprise publique de chemin de fer, en remplaçant la division colis. Au fil des années, qui ont vu sa filialisation et une série d'acquisition, le petit service de transport belge est devenu une entreprise mondiale, employant 10.000 personnes dans une centaine de pays et réalisant un chiffre d'affaires de 2,5 milliards d'euros.

Si la filiale de notre entreprise publique se portait si bien, c'est entre autres grâce à nos impôts. L'Etat belge y avait investi 1,5 milliards d'euros depuis des années. Comme par exemple en décembre dernier, lorsque la Commission européenne donnait le feu vert pour la privatisation, et que la SNCB-Holding payait pour 176 millions les dettes du groupe ABX, pour préparer la vente au privé. Aujourd'hui, alors que celui-ci a réalisé un résultat d'environ 12 millions pour l'année 2005, le fond d'investissement l'a acquit pour 10 millions seulement. Une opération en or, et sans risque puisque la SNCB-Holding garantit pour 110 millions d'éventuels dégâts environnementaux, des litiges et la dette. Si Jannie Haek, patron du chemin de fer et ancien chef de cabinet de Vande Lanotte, affirme que la cession procure au personnel « des garanties satisfaisantes pour leur avenir », l'accord prévoit cependant que le centre de décision du groupe ne reste en Belgique que 4 ans. Leur avenir est bien incertain, tandis que dès à présent, on peut craindre pour leurs conditions de travail.

En réalité ce que nous propose la nouvelle direction de la FGTB, c'est d'accepter l'accord signé le 27 juin entre le patronat et les directions syndicales pour « une économie plus compétitive en faveur de l'emploi »²; rien n'est dit, comme lors du congrès fédéral de la FGTB,³ des problèmes quotidiens des travailleurs, de nos luttes, ni de nos revendications, ces sujets ne sont jamais admis « sur la table » du patronat.

Un autre avis dans les entreprises.

Le mois de juin déjà, plusieurs luttes nous montraient que notre classe n'est pas prête à se croiser les bras et que la rentrée pouvait être en notre faveur.⁴

Les vacances annuelles ont été marquées par les importantes actions menées par les travailleurs de la Poste,



Piquet de grève FN Herstal

dans différentes villes de la Wallonie et à Bruxelles, des grèves se sont organisées contre l'application de Géoroute 2 (une lutte que commençait déjà en décembre 2005) et la suppression de 10 000 emplois. Les travailleurs de la FN à Herstal sont partis en grève, fin août, pour demander le droit à la prépension à 58 ans pour tous les travailleurs de l'entreprise,⁵ ils rejettent ainsi la mise en application du dit « pacte entre générations ».

D'autres actions ont eu lieu, des grèves et des actions qui ont été moins médiatisées, sans qu'elles soient pour autant moins importantes, comme la grève de dockers à Gand, qui exigent une augmentation de leur prime pour le déchargement des bateaux, celle-ci entraînant indirectement la suspension de la production chez Volvo.⁶

Les chauffeurs de la STIB limitent la circulation des lignes de bus en exigeant des conditions de sécurité au travail tout comme les cheminots qui retardent les départs de trains pour la même exigence.

Les travailleurs de Agfa-Gevaerts, retardent la production de l'usine en

réponse à l'annonce de la suppression de 1000 emplois.⁷ Cette lutte sera sans doute un des conflits les plus importants de la rentrée.

Les sans-papiers aussi ont continué à se défendre. La lutte continue pour la régularisation de tous et pour la libération des prisonniers, comme à la manifestation de St Gilles avec les cris de « *Libérez tous les prisonniers - régularisez tous les sans-papiers* ».

Face à l'accord interprofessionnel.

Quelle meilleure opportunité pour exiger de l'emploi, l'augmentation des salaires et le bien être des travailleurs en s'appuyant sur toutes ces luttes en cours que nous venons de citer.

Il suffirait de les unifier, les centraliser autour de quelques revendications pour l'emploi, pour l'augmentation des salaires; pour des papiers pour tous, mais les directions syndicales ne veulent pas le faire, ils préfèrent attendre « les calculs du Conseil central » et discuter simplement des propositions du gouvernement, pas celles des travailleurs.

Nous avons déjà eu l'expérience en octobre 2005, nous ne pouvons pas

faire confiance aux « propositions du gouvernement », ni aux directions syndicales qui négocient à huis clos avec le patronat.

Nous ne pouvons compter que sur nos luttes, chercher l'unité de toutes les organisations de base qui se sont mobilisées ces derniers mois, centraliser nos luttes et nos revendications : contre le pacte de solidarité, contre le pacte de compétitivité, pour l'emploi, pour l'augmentation de salaires, pour le pétrole dans l'index, pour une nouvelle direction syndicale au service de tous les travailleurs.

Nous croyons, que les organisations ouvrières, la gauche révolutionnaire, doivent centrer leurs efforts pour atteindre cet objectif : la construction d'une direction de classe et combative pour les travailleurs.

¹ Le Soir, 31/08/06.

² www.fgtb.be/CODE/fr/fram001.htm

³ Voir PI n° 40 juillet/août 2006.

⁴ Ibidem.

⁵ Le Soir, 29/08/06.

⁶ L'Echo, 01/09/06.

⁷ www.6com.be/4/actu_une.cfm

Pour l'unification des luttes Pour une direction syndicale au service des luttes

Directive Bolkestein

Ce 24 juillet, le conseil européen a adopté la directive dite Bolkestein, relative à la libéralisation des services dans le marché intérieur. Il ne s'agit que d'une petite étape dans une procédure que les eurocrates veulent longue et difficile. Le premier projet datant de janvier 2004, l'accord actuel reflétait en grande partie le vote du Parlement du 16 février 2006, et une proposition amendée présentée par la Commission début avril 2006. Le texte actuel doit actuellement être renvoyé pour une deuxième lecture au Parlement européen, normalement d'ici la fin de l'année.

Comme annoncé par la presse, la directive ne mentionne plus le principe du pays d'origine. Il faut le dire haut et fort, il s'agit bel et bien des conséquences des mobilisations ouvrières massives qui ont traversé l'Europe occidentale dès juin 2004. Mais cela, les dirigeants européens ne l'avoueront pas. Pour eux, le problème se situe uniquement au niveau superstructurel. Le Conseil, la Commission et le Parlement doivent se mettre d'accord sur la portée de la directive et préciser si par exemple s'il faut comprendre les « services d'intérêt général non économiques » ou non, etc. Même s'il est question que la directive entre en vigueur en 2010, en réalité, cela ne dépendra que du rapport de force que les travailleurs pourront imposer pour l'en empêcher.

Cependant dès à présent, les ministres ont décidé d'obliger les Etats membres à publier et à justifier, auprès de la Commission, les restrictions qu'ils maintiendraient à la libre prestation de services sur leur territoire.

**Pour une unité des mobilisations européennes !
A bas l'Europe des patrons, pour une Europe des travailleurs !**

« Libérez tous les prisonniers, régularisez tous les sans-papiers ! »

Avec ce cri, le mercredi 23 août, 200 personnes se sont retrouvées dans les rues de Saint-Gilles à l'appel des occupants des églises de Saint-Bernard et de Sainte-Alène et les nombreuses personnes qui les soutiennent jour après jour. Ils exigeaient la libération des occupants expulsés de force de l'église Notre-Dame Immaculée d'Anderlecht début juillet. De plus, la manifestation coïncidait avec le dixième anniversaire de l'expulsion brutale des occupants de l'église Saint-Bernard à Paris.

Le slogan scandé dans la manifestation exprime bien ce que le mouvement exige : des résultats. Il y a eu trop de persécutions, trop d'arrestations, trop d'enfermements et d'expulsions. Le mouvement ne veut qu'une chose, des papiers et l'arrêt de la répression.

Une répression bien organisée par le gouvernement social-libéral a frappé une des occupations les plus importantes de Belgique, à Anderlecht, pour essayer de casser le mouvement national. Si l'église de Notre Dame Immaculée a été prise pour cible, c'est bien tout le mouvement dirigé par l'UDEP qui a été visé. Il y a également les intimidations dont peuvent témoigner notamment les occupants de Saint Bernard, victimes d'une descente de police musclée pour motif... d'un contrôle d'identité ! Les policiers les ont menacés de les évacuer *comme à Anderlecht*.

De plus, durant ces deux mois d'été, les expulsions ont augmenté, non seulement dans leur fréquence mais également dans leur brutalité. Mme Diallo Hawa et son fils Yousof de deux ans ont été victimes d'une tentative d'expulsion, où elle fut séparée de son enfant et étranglée dans l'avion par un policier en civil. Les ouvriers travaillant au sol, lors de son embarquement, se sont insurgés contre la manière dont la police la traitait et, dans l'avion, un passager a frappé le policier en civil pour lui faire lâcher prise. Une large diffusion de son cas ainsi qu'une manifestation devant le centre fermé 127bis ont amené les autorités à « jeter » Hawa du centre fermé. Elle devenait gênante...

Une politique

Cet acharnement du gouvernement envers les sans-papiers répond à une politique savamment orchestrée. Patrick Dewael, le Ministre belge de l'intérieur, n'agit pas autrement que ses homologues européens envers les « flux anarchiques » d'immigrants fuyant les situations catastrophiques dans lesquelles l'impérialisme européen et américain a plongé leur pays.

Il s'agit de laisser survivre dans la précarité la main d'œuvre « sans-papiers » arrivée sur notre territoire en leur collant une étiquette d'illégaux et en les divisant en sous-catégories comme : réfugié, demandeur d'asile, clandestin, etc. Les gouvernements « laissent » les travailleurs immigrés travailler dans nos pays, afin de baisser les salaires des travailleurs natifs et d'augmenter ainsi le taux d'exploitation.



Des enfants en prison (Centre 127bis - Belgique)

Mais pour maintenir les travailleurs sans papiers dans la précarité, l'Etat doit recourir à une répression brutale qui touche sans distinction hommes, femmes, enfants, quel que soit leur âge, leurs conditions de santé ou les dangers qui les attendent dans leur pays d'origine.

Avec ou sans-papiers, nous sommes tous des travailleurs

Si la répression de la bourgeoisie face au secteur le plus exploité de notre classe est si féroce, c'est que celle-ci s'enrichit grâce à l'exploitation de cette main d'œuvre précaire et qu'elle ne voudrait pas que cela change. Ces messieurs qui répriment loin des caméras peuvent compter sur le silence complice des grands médias. Et ce silence assourdissant vise à empêcher toute solidarité de la part des travailleurs belges envers leurs frères de classe. Car la bourgeoisie sait, elle, que les travailleurs belges ont la force de mettre un frein à la répression en se mettant, par exemple, en grève jusqu'à la libération de prisonniers sans-papiers, en paralysant des aéroports, bref, en se mettant en lutte contre la politique répressive de cette pseudo-démocratie.

Des premiers pas ont été faits dans ce sens, comme la présence de l'UDEP à la manifestation lors de la deuxième grève générale du 25 octobre 2005 ; la solidarité avec une déléguée syndicale, Maria Vindevoghel, lors de son procès ; ou encore la manifestation du Premier mai, où le slogan scandé, « avec ou sans-papiers nous sommes tous des travailleurs », résumait bien la nécessité de l'unité de classe.

Il y a dix ans...

En 1996, à Paris, plusieurs centaines de sans-papiers, dont plusieurs familles, occupaient l'église Saint-Bernard pour demander leur régularisation. Comme seule réponse, le gouvernement français a envoyé ses forces de répression : les CRS ont enfoncé à coups de hache la porte de l'église et ont chassé les occupants avec des gaz lacrymogènes et sous une pluie de coups de matraque. Cette répression brutale avait donné naissance à la Coordination Nationale des Sans-Papiers (CNSP).

Mais nous pensons qu'il est urgent que les organisations syndicales mobilisent leurs bases pour renforcer les manifestations des travailleurs sans-papiers, qu'ils organisent des débats avec des délégués de l'UDEP pour discuter de la nécessité d'un combat commun pour l'amélioration des conditions de vie de tous les travailleurs.

La lutte des sans-papiers n'a pas de frontières

D'autre part, aucune solution ne peut être trouvée au problème des travailleurs sans papiers dans le cadre de la

Belgique uniquement. En effet, nous faisons face à une politique européenne de répression et de division entre les travailleurs à laquelle nous devons répondre avec un plan de lutte au niveau européen, avec l'unité de toutes les organisations de lutte contre cette Europe forteresse.

C'est pourquoi le débat internationale du 24 septembre, pour former une coordination internationale de lutte des sans-papiers et travailleurs immigrés revêt une importance capitale : elle représente un pas essentiel dans la lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers. Elle aura une continuité avec une nouvelle rencontre à Bruxelles, à l'occasion de la commémoration de la lutte de Sémira Adamu au huitième anniversaire de son assassinat.

**Arrêt des expulsions !
Suppression des centres fermés !
Régularisation inconditionnelle
de tous les sans-papiers !
Non à l'Europe forteresse !
Pour une Europe des travailleurs !
Avec ou sans papiers,
nous sommes tous des travailleurs**

Au huitième anniversaire de son assassinat

Commémoration de la lutte de Sémira Adamu samedi 23 sept 2006 - 14 H - Gare du Nord - Bruxelles

Rencontre de Rabat

Le 10 et 11 juillet passés, les ministres des affaires étrangères des pays européens et africains se rencontraient à Rabat, au Maroc, dans le cadre de la conférence ministérielle euro-africaine sur la migration et le développement.

Que ce soit au Maroc précisément qu'il y a peu, des dizaines d'Africains aient été tués par les forces de l'ordre en tentant de passer la frontière espagnole à Melilla ne semble pas avoir posé problème à ces chers ministres. En tout cas, on ne trouve aucune mention de ces assassinats dans la déclaration.

La rencontre a donné naissance à « une série de mesures concrètes à court et moyen terme le long des routes migratoires ». Parmi ces mesures, certaines touchent la promotion du « développement » (économique particulièrement). Viennent ensuite les dispositions relatives à la migration légale. Les candidats devraient entre autre suivre une formation sur les valeurs et la langue du pays d'accueil. Des mesures facilitant la migration légale devraient également être adoptées en « tenant compte des besoins du marché du travail ». Enfin, on s'en doute, le dernier volet concerne « la coopération dans la lutte contre l'immigration irrégulière ». On y parle notamment du renforcement du contrôle des frontières nationales et de coopération opérationnelle policière et judiciaire.

Connaissant les intérêts économiques européens en Afrique et l'usage qui est actuellement fait de ce qu'on appelle « l'aide au développement », on peut se poser des questions quant aux bénéfices que le peuple tirerait d'un développement des entreprises et des investissements ! De plus, la migration continuerait à être légale tant qu'elle arrange les pays de destinations en lui fournissant une main d'œuvre nécessaire. Ce sont donc encore une fois les besoins du marché qui priment sur les besoins des travailleurs.

Enfin, les différents pays devront « explorer la faisabilité de la mise en œuvres des mesures » qui devrait se faire à court et à moyen terme. Et c'est bien sûr la répression par un contrôle policier accru aux frontières qui sera priorisé et nullement le développement du continent africain pour le bien-être de sa population. Dans le cadre de ce système capitaliste, le « développement » de ce continent veut dire la poursuite et l'intensification du pillage des richesses. Ainsi, par « développement économique » il faut entendre toujours plus de profit pour peu de patrons et non un développement social et le bien-être des travailleurs.

Rencontre internationale

Une nouvelle rencontre de coordination internationale de la lutte des sans-papiers aura lieu le 24 septembre 2006



Le peuple libanais a mis en échec l'armée sioniste !

Depuis quelques semaines, il y a un cessez-le-feu précaire au Liban. Peu après l'accord, le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, et le président des Etats-Unis, George Bush, sont venus nous dire qu'Israël avait gagné la guerre contre « les terroristes du Hezbollah ». Mais ces affirmations triomphalistes se sont heurtées à l'implacable réalité.

Il devient de plus en plus évident que l'armée sioniste a subi une défaite cuisante face au Hezbollah et au peuple libanais, malgré la destruction qu'elle a provoqué dans ce petit pays. L'armée a dû se retirer sans avoir atteint aucun de ses objectifs politiques et militaires.

En définissant comme « une défaite cuisante » pour Israël ce qui s'est passé, nous considérons plusieurs facteurs. Il y a d'abord la disproportion des forces combattantes. Israël a dépensé dans cette guerre 9 milliards de dollars, a mobilisé plus de 30.000 soldats et a utilisé la technologie militaire la plus moderne. Le Hezbollah a engagé au combat 6.000 hommes, comptant les combattants et les réservistes, avec un armement très inférieur. Malgré cela, Israël n'est jamais parvenu à casser la capacité militaire du Hezbollah qui, jusqu'à la fin du conflit, a continué à lancer plus de 200 roquettes par jour sur le territoire israélien.

En même temps, les troupes israéliennes ont eu une importante quantité de pertes. On reconnaît officiellement la mort de 114 soldats et de 52 civils, mais certaines sources disent que le nombre réel de morts est de trois fois autant. En plus, il y a eu la destruction de nombreux tanks et d'autres équipements militaires. Finalement, cela faisait des

décennies qu'Israël ne voyait pas son territoire attaqué dans un conflit militaire. Dans le cas présent, le Nord du pays a été affecté de façon permanente par les roquettes lancées par le Hezbollah, y compris Haïfa, la troisième ville israélienne. Le résultat est que des milliers de personnes ont dû abandonner leurs maisons et, pour la première fois dans l'histoire d'Israël, recourir à des camps de réfugiés.

Mais la meilleure démonstration du véritable résultat de la guerre est le contraste clair entre la fête des habitants du Sud du Liban quand ils retournaient à leurs villages, bien qu'ils les trouvaient presque détruits, et la crise politique grave qui s'est ouverte en Israël.

L'hebdomadaire anglais traditionnel *The Economist* n'a pas hésité à dire clairement ce qui s'est passé, sur sa couverture du 17 août : « Nasrallah a gagné la guerre ». Dans le même sens, le journal israélien *Haaretz*, défenseur assidu du sionisme, a insisté sur le fait que, pour inverser cette réalité défavorable et garantir l'existence d'Israël, il faut commencer par reconnaître que le pays a été mis en échec.

Nous saluons ce triomphe du peuple libanais et, avec les masses arabes et musulmanes, nous fêtons la défaite de l'armée sioniste. Il s'agit d'un fait d'immense importance parce qu'il met à l'ordre du jour la possibilité de concrétiser une tâche historique : la destruction de l'Etat raciste et gendarme d'Israël.

Comment cela a-t-il été possible ?

Ce qui s'est passé au Liban n'a pas d'explication purement militaire. Israël est la cinquième puissance militaire mondiale et possède une

technologie suffisante - y compris des bombes atomiques - pour « effacer » le Liban de la face de la Terre. Il faut une analyse politique.

L'attaque israélienne a essayé de donner une réponse offensive à deux crises combinées. La première est celle de l'ensemble de la politique de la « guerre contre la terreur » entamée par Bush le 11 septembre 2001, totalement embourbée en Iraq et actuellement remise en question en Afghanistan. La seconde a été la crise de la politique des Accords d'Oslo et de la constitution de l'ANP (Autorité Nationale palestinienne), après le triomphe électoral du Hamas. Olmert et Bush ont cru qu'ils obtiendraient une victoire rapide et ferme au Liban qui leur permettrait de commencer à inverser ces crises.

Mais, tout comme celle de Bush en Iraq, la politique d'Olmert s'est heurté à la montée colossale des masses arabes et musulmanes, dont l'expression la plus haute se trouve, précisément, dans les guerres de libération nationale contre l'envahisseur impérialiste. Il est évident que le Hezbollah a développé une force militaire efficace et que ses miliciens combattent avec courage et détermination. Ceci n'est toutefois que l'expression la plus visible de la disposition à la lutte de l'ensemble du peuple libanais, qui les a soutenus et défendus et d'où, à la fois, proviennent ses combattants.

Crise en Israël

S'agissant d'un pays dont l'essence est d'être un « Etat gendarme », la défaite politique et militaire au Liban a donné lieu à une forte crise en Israël et le gouvernement d'Olmert reçoit des coups à droite et à gauche.

La droite critique le gouvernement pour ne pas avoir mené la guerre jusqu'à ses dernières conséquences,

en occupant tout le territoire libanais pour garantir la destruction du Hezbollah. Elle affirme que la défaite vient de cette indétermination stratégique ; ainsi s'est manifesté un secteur de réservistes dans une publicité au Haaretz. En même temps, des rédacteurs importants de ce journal ont lancé une campagne pour demander la démission d'Olmert et de son gouvernement et la convocation à de nouvelles élections, comme premier pas pour inverser la crise. Selon une enquête du quotidien Yediot Ahronot, 63% des israéliens sont du même avis. A gauche, un secteur minoritaire dit

ville la plus riche du pays. On dit que, en plus de ne souffrir aucune conséquence de la guerre, elle héberge le « yuppistán » : les enfants de l'élite économique, politique et intellectuelle qui ont utilisé toutes leurs influences familiales pour ne pas aller combattre sur le front et accomplir leur service militaire dans les bureaux confortables du Haut Commandement, tout près des shoppings et des commerces les plus luxueux de la ville. Un général a même menacé de révéler les statistiques des soldats morts pour montrer qu'il n'y en a presque pas de Tel-Aviv.

musulmans. Un dirigeant arabe a exprimé ceci avec beaucoup de clarté: « Pendant des années et des années, on a dit aux arabes des générations précédentes que rien ne pouvait être fait contre la force d'Israël. Maintenant tous les Arabes se réveillent face à une nouvelle réalité. Quelques milliers de combattants irréguliers, la majorité faiblement armés, mais avec une volonté de combattre, ont pu faire face au monstre qu'ils craignaient tant... et sont parvenus à tuer le dragon de leurs cauchemars (...) L'effet de la résistance ferme des combattants du Hezbollah à l'armée



que cela a été une grave erreur de se mettre dans une guerre à haut risque, au lieu de chercher une solution négociée au sujet des soldats pris comme otages.

Mais Olmert n'est pas le seul à recevoir des coups. Le haut commandement de l'armée est aussi fortement critiqué. Les journaux disent que l'armée s'est divisée entre la « classe des combattants » (les soldats et les officiers qui ont combattu) et la « classe des commandants » qui ont d'abord fait étalage de leurs "victoires" par la télévision israélienne et qui, par la suite, quand le déroulement défavorable de la guerre était déjà clair, ont commencé à jeter la faute les uns sur les autres.

La presse, elle aussi, fait état de la rage du reste du pays contre la capitale Tel-Aviv qui est, en outre, la

Ne nous y trompons pas, la vaste majorité des israéliens est pour la destruction du Hezbollah et a soutenu la guerre contre le Liban, même quand son caractère génocide était clair. Tout indique que, comme réaction à la défaite, ils tourneront à droite dans une future élection en soutenant le parti du Likud, contre le Kadima et le travaillisme, base de l'actuel gouvernement d'Olmert. Mais la défaite a ouvert cette crise profonde et il est devenu clair pour tous que, comme conclut le Haaretz, Israël est « un pays vulnérable ».

L'euphorie arabe et musulmane

D'autre part, la défaite des troupes sionistes a produit une immense joie dans les peuples arabes et

d'Israël aura une portée énorme (...) Au-delà du Liban, cette sensation court comme le feu dans une prairie sèche à travers tout le monde arabe et musulman. (...) C'est une sensation de pouvoir qui pourra éventuellement en finir non seulement avec Israël, mais aussi avec ces gouvernements arabes, qui sont vu par ses gens comme les « vendeurs » de la fausse idée de l'impuissance arabe pour dissimuler leur propre impuissance et leur corruption... » (Ghayth Armanazi, The Independent, 11-8-06).

Cette « sensation de pouvoir » signifiera sûrement un grand élan pour la lutte des masses arabes et musulmanes, non seulement dans le combat contre Israël mais aussi, comme dit l'auteur de la citation, dans la lutte contre les gouvernements responsables de

décennies de capitulation, spécialement les gouvernements les plus proches d'Israël ou de l'impérialisme, comme ceux de l'Arabie Saoudite, de l'Egypte et de la Jordanie. Ajoutons que ce sera aussi un encouragement pour la lutte des peuples iraquien et afghan contre l'occupation impérialiste de leurs pays.

La crise de l'impérialisme s'accentue

Pour Bush et Olmert, c'est raté. La défaite des troupes sionistes n'a fait autre chose que renforcer la crise de la politique impérialiste au Moyen-Orient. En témoigne le fait que, deux semaines après le cessez-le-feu, la « force de paix » de 15.000 hommes prévue par la résolution 1701 de l'ONU n'a toujours pas pu se constituer.

Comme il correspond au rôle d'outil de l'impérialisme qu'à cette organisation, la résolution ne condamnait pas l'agression israélienne ni la destruction provoquée. Elle se limitait à faire un appel au cessez-le-feu et à envoyer les « casques bleus » du côté libanais de la frontière. En même temps, elle insistait sur le mandat d'autres résolutions précédentes pour « désarmer le Hezbollah ». L'objectif réel de la résolution est d'amortir la défaite de l'armée israélienne et d'établir une « frontière humaine » contre le Hezbollah avec la « force de paix ». Pour cette raison, nous nous opposons à l'envoi des soi-disant « troupes de paix » qui, comme cela a toujours été le cas,

défendront seulement les intérêts de l'impérialisme et d'Israël.

Au-delà de ces objectifs, la réalité est que le contingent n'a pas encore pu se former parce que beaucoup de pays invités à envoyer des troupes ont refusé de le faire. Il n'est pas non plus clair quel pays impérialiste enverra le secteur clé de la « force de paix » et en aura le commandement. Le gouvernement français s'y était engagé, comme ancienne puissance de domination au Liban et avec des intentions d'y reprendre son influence. Mais cela a ouvert une crise avec les commandements militaires, qui rejetaient la proposition puisqu'ils ont encore frais dans la mémoire leur participation à une autre force de l'ONU dans ce pays, dans les années 80, qui a littéralement « volé en éclats ».

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne donneront un appui et du matériel mais n'enverront pas de soldats. L'Allemagne a déjà anticipé que sa collaboration consistera en bateaux et moyens de transport. L'Italie a été le seul pays impérialiste qui a accepté d'envoyer un contingent important (3.000 hommes) et de commander la force. Mais elle a conditionné maintenant son envoi à l'exigence qu'Israël cesse de violer le cessez-le-feu. D'autre part, des pays qui ont bien voulu accepter d'apporter des soldats, comme l'Indonésie ou la Malaisie, ont été mis en question par le gouvernement israélien puisque ce sont des nations de majorité musulmane qui ne reconnaissent pas

Israël.

Une nouvelle guerre est inévitable

Le cessez-le-feu pactisé au Liban est extrêmement précaire. Regrettablement, nous devons dire que tout indique qu'une nouvelle guerre paraît inévitable. Les troupes sionistes, tel un fauve blessé, l'ont déjà violé plusieurs fois et Amir Peretz, Ministre israélien à la défense, a déclaré « qu'Israël doit se préparer pour un second tour au Liban » (Clarín, 21/8/2006).

C'est un indice en plus que l'origine des guerres et des conflits dans la région est le caractère de gendarme armé de l'impérialisme de l'Etat d'Israël. Dans une semaine, dans un mois ou dans un an, l'Etat sioniste attaquera à nouveau et il est déjà en train de se préparer pour le faire, pendant qu'il lèche ses blessures.

C'est un indice en plus aussi qu'il ne pourra pas y avoir de paix dans cette région du Moyen-Orient jusqu'à ce que soit définitivement mis en échec et détruit Israël. La défaite qu'il a souffert au Liban démontre que, avec une lutte unifiée des masses arabes et musulmanes, il serait possible d'y arriver.

Le Hezbollah, par le prestige et l'influence qu'il a gagnés dans cette guerre, a une grande responsabilité pour qu'on puisse avancer sur ce chemin. C'est pourquoi, les masses arabes et musulmanes doivent lui exiger qu'il se mette à la tête de cette lutte.

« Je tiens le coup grâce à la famille et au village, qui m'entourent. Je n'ai vu personne ni rien reçu du côté officiel. Les Israéliens ont reconnu qu'il n'y avait pas de combattants dans la maison bombardée.

Mais ma haine les dépasse, elle englobe les Etats-Unis, ces Etats arabes et même des partis libanais qui complotent contre nous. La paix est impossible avec les sionistes. D'ailleurs, les jours de ces gens qui ont volé la terre des Palestiniens sont comptés. Certains ne suivaient pas le Hezbollah avant la guerre ; désormais, après ces crimes, tout le monde le soutient avec ferveur. »

Mohammed Chalhoub,
un maçon qui a perdu sa femme et ses cinq enfants,
la nuit du 30 juillet à Cana.
(Le Soir, 28/08/2006)

Quel est l'enjeu de la succession de Fidel ?

La maladie de Fidel Castro et la transmission du commandement à son frère Raúl ont mis à l'ordre du jour le débat sur le présent et le futur de Cuba.

L'impérialisme américain s'est occupé de faire pression ouvertement sur le gouvernement de l'île. Le président George Bush a annoncé : « *Nous soutiendrons les efforts pour créer un gouvernement de transition à Cuba, compromis avec la démocratie* ». Et la Secrétaire d'Etat Condoleeza Rice a dit, dans un message enregistré au peuple cubain, que les Etats-Unis « *encouragent d'autres pays démocratiques à faire pression sur Cuba pour... une transition qui mène rapidement à des élections avec plusieurs partis* ». Les *gusanos* anti-castristes de Miami se sont mis à fêter la supposée agonie de Fidel.

D'autre part, outre les déclarations du gouvernement cubain rejetant l'interférence du gouvernement yankee dans les problèmes internes de l'île, il y a une déclaration qui compte déjà quelques milliers de signatures, en premier lieu celles de sept prix Nobel et 400 intellectuels de partout dans le monde, avec l'exigence suivante: « *Face à cette menace croissante contre l'intégrité d'une nation, la paix et la sécurité en Amérique latine et le monde, les sous-signés exigent que le gouvernement des Etats-Unis respecte la souveraineté de Cuba. Nous devons empêcher à tout prix une nouvelle agression.* »

A première vue, il paraîtrait donc que la confrontation et la discussion sont, d'une part, entre une interférence et la préparation d'une agression (politique et militaire) de l'impérialisme américain contre l'Etat ouvrier et socialiste de Cuba, dans le but d'y restaurer le capitalisme et, d'autre part, la défense de la souveraineté de l'île et de l'Etat ouvrier cubain, garantie par le gouvernement de Fidel et le castrisme.

Si c'était cela la question centrale

posée dans la réalité, la LIT-QI n'a aucun doute : nous sommes contre toute interférence de l'impérialisme à Cuba. De la même façon, nous répudions d'autres formes d'agression à Cuba comme le boycott commercial qu'imposent les Etats-Unis depuis des décennies. Qui plus est, en cas de toute attaque militaire de l'impérialisme, nous sommes pour la plus vaste unité, même avec le gouvernement castriste, pour défendre Cuba contre l'agression.

Toutefois, **pour nous, le principal problème et le débat de fond suscités par la maladie de Fidel et la succession qui s'en suit est autre.** La souveraineté de Cuba est menacée, depuis longtemps, non seulement par l'impérialisme américain, mais **parce que le capitalisme est entré de plein pied à Cuba, il y a plus d'une décennie, instauré directement de la main du gouvernement castriste.**

Ce véritable débat ne se fait pas avec clarté dans la gauche mondiale à cause de la grande influence qu'ont exercé Fidel et le castrisme depuis la révolution de 1959. La majorité de la gauche considère que, après la restauration capitaliste en Russie et en Chine, Cuba représente « le dernier bastion du socialisme ». Bien qu'on ait dû faire des concessions au capitalisme, comme celles effectuées par Lénine et Trotski en URSS à partir de 1921 avec la NEP (Nouvelle Économie Politique), pour le moment, le caractère socialiste de l'Etat cubain serait sauvegardé par des secteurs de la direction castriste, essentiellement par Fidel lui-même. Partant de cette analyse, la maladie, et plus encore la disparition de Fidel, accéléreraient la possibilité de la restauration capitaliste. D'autres courants sont beaucoup plus critiques à la politique de Fidel et soulignent que c'est la direction castriste elle-même qui promeut la restauration. Au-delà de leurs différences, les deux analyses sont d'accord sur un point : si Cuba est encore un « pays socialiste » ou un « Etat ouvrier », la principale tâche serait de le défendre

face aux yankees et aux *gusanos*.

A la LIT-QI, nous avons une autre vision. Au-delà du fait que nous défendons et défendrons évidemment Cuba face aux yankees et aux *gusanos*, nous croyons que **le dilemme réel auquel fait face Cuba est un autre, totalement différent : la réalité montre que le capitalisme a déjà été restauré à Cuba par la direction castriste elle-même, associée aux impérialismes européen et canadien**, dans la seconde moitié des années 90. Pour nous, ce qui est aujourd'hui en discussion à Cuba n'est pas un possible risque de transformation du caractère économique-social de l'Etat, mais du changement ou non de son régime politique. C'est pourquoi, nous commencerons par analyser le caractère économique-social de l'Etat cubain.

La révolution et les conquêtes

Après la révolution de 1959, le peuple cubain a exproprié les entreprises de l'impérialisme yankee et de la bourgeoisie cubaine. Ainsi a commencé la construction du premier Etat ouvrier du continent latino-américain.

Grâce à la révolution, Cuba a obtenu d'immenses avancées dans des secteurs comme l'éducation et la santé publiques, avec des niveaux comparables aux pays impérialistes et dépassant des nations beaucoup plus développées, comme le Brésil, le Mexique ou l'Argentine. Elle a aussi fait avancer énormément le niveau de vie général de la population et a éliminé la pauvreté et la misère, quelque chose que même les études des capitalistes reconnaissent.

Cuba s'est transformé en un symbole de ce qu'une révolution socialiste peut obtenir. Les dirigeants du processus, Fidel et le Che Guevara, sont devenus la référence politique de millions de combattants et révolutionnaires dans le monde.

La restauration a déjà eu lieu

En 1990, la chute de l'URSS et la

restauration capitaliste dans l'Est européen ont représenté un coup dur pour l'économie cubaine, centrée sur l'exportation de sucre et son échange pour du pétrole et de la technologie avec ces pays. Dans ce contexte, la direction castriste a commencé à développer une politique de restauration capitaliste et de démontage des bases essentielles de l'Etat ouvrier. Les points de repère principaux de la restauration ont été :¹

- **La Loi sur les Investissements Etrangers de 1995** qui a créé les « entreprises mixtes », administrées par le capital étranger. Les investissements se sont orientés spécialement vers le tourisme et les branches connexes mais ils se sont ensuite étendus à d'autres secteurs, les produits pharmaceutiques et, récemment, le pétrole.²
- **L'élimination du monopole étatique du commerce extérieur**, exercé jusqu'à alors par le Ministère du Commerce Extérieur. Tant les entreprises étatiques que les mixtes peuvent négocier librement leurs exportations et importations.³
- **L'adoption, de fait, du dollar comme monnaie effective de Cuba**, qui coexiste avec deux monnaies nationales, une monnaie « convertible » en dollars et une autre « non convertible ».
- **La privatisation, de fait, de la production et commercialisation de la canne à sucre**, à travers les « unités de base de production coopérative » (80% de la surface cultivée). Les membres de ces unités n'ont pas la propriété juridique de la terre mais ils se distribuent les profits obtenus. En

¹ Voir *Cuba en Debate*, Martín Hernández, *Marxismo Vivo* N° 1.

² En 2005, il y avait 258 entreprises associées au capital étranger. Les pays les plus représentés sont l'Espagne (77 entreprises) et le Canada (41). Voir *Empresas Extranjeras en Cuba* du journaliste Nelson Rubio.

³ Actuellement le commerce extérieur et les recettes pour le tourisme et les services totalisent quelque 10 milliards de dollars, presque un tiers de l'économie du pays, selon la Banque Centrale de Cuba.

1994 ont commencé à fonctionner les « marchés agricoles libres » dont les prix sont déterminés par le marché.

Ce que nous venons d'analyser n'a rien à voir avec la NEP en URSS. **Il s'agit de quelque chose de qualitativement différent parce que cela a représenté la destruction de l'essence de l'Etat ouvrier cubain. On a éliminé la planification économique étatique centralisée et le ministère qui en était en charge a été dissous. A la place de l'Etat ouvrier est apparu un nouvel Etat capitaliste dans lequel l'économie fonctionne en accord avec la loi capitaliste du profit.**

D'autre part, la restauration capitaliste est en train de provoquer

A la place de l'Etat ouvrier est apparu un nouvel Etat capitaliste dans lequel l'économie fonctionne en accord avec la loi capitaliste du profit.

une détérioration accélérée des conquêtes sociales de la révolution, spécialement dans les secteurs de l'éducation et de la santé. En même temps, elle se manifeste dans la différenciation salariale croissante entre les travailleurs étatiques et les privés, et dans la réapparition massive de fléaux comme la prostitution.

L'entrée de l'impérialisme

La restauration capitaliste cubaine n'a pas été faite essentiellement à travers la formation d'une nouvelle bourgeoisie nationale, mais par le biais des investissements étrangers. Les impérialismes européen et canadien ont effectué de grands investissements et dominent aujourd'hui les secteurs les plus dynamiques et les plus forts de l'économie.

La structure économique cubaine a changé beaucoup dans la dernière décennie. Elle n'est plus basée sur le sucre et elle s'est concentrée dans les services qui, en 2004, représentaient 73.6% du PIB du pays et 51% de l'emploi.⁴ Cette même année, les

« recettes en devises associées au tourisme » ont presque égalé le chiffre d'exportations de biens physiques (plus de 2,1 milliards de dollars). Si on y ajoute les recettes pour l'attention médicale et autres, les services produisent aujourd'hui plus de 60% des devises qui entrent au pays.

D'autre part, ce poids du capital étranger deviendra encore plus important avec les contrats qui livrent l'exploitation des réserves pétrolières abondantes découvertes dans la mer des Caraïbes à Repsol et aux entreprises anglaises et canadiennes.

Le castrisme et la "voie de la Chine"

Il peut s'avérer étrange que nous parlions de restauration capitaliste quand les mêmes dirigeants qui ont dirigé la révolution et qui parlent de façon permanente de la « défense du socialisme » restent au pouvoir. Cette façon de parler ne signifie rien. Aussi bien Gorbachov, en ex-URSS, que les dirigeants du Parti Communiste Chinois ont essayé de dissimuler leur politique de restauration avec des discours « socialistes ».

En même temps, le processus de la Chine a montré qu'on a pu restaurer le capitalisme, c'est-à-dire, modifier le caractère économique-social de l'Etat, sans changer le régime politique. Le PC chinois a conservé son pouvoir hégémonique, mais le pays a cessé d'être un Etat ouvrier et est devenu un pays capitaliste administré par les dirigeants du PC, qui font leurs bénéfices avec les nouvelles affaires. En Russie et dans les Etats de l'Europe de l'Est, la restauration a eu lieu de façon différente puisque les Partis Communistes y ont perdu le pouvoir.

De toute façon, au-delà des différences entre les deux processus, à Cuba a eu lieu un processus semblable à « la voie de la Chine » vers le capitalisme. La restauration a été promue par le Parti Communiste, et le sommet castriste en a aussi obtenu de grands bénéfices.

Citons comme exemple très

Estadísticas de Cuba, www.one.cu.

⁴ Sur la base de données de *Oficina Nacional de*

éloquent les données sur le pouvoir économique à disposition de Raúl Castro, le chef historique de l'armée cubaine. « *Les Forces Armées Révolutionnaires (FAR) ont un budget annuel de 1,5 milliards de dollars et le maniement quotidien d'un conglomérat des plus grandes entreprises étatiques du pays (...). Les FAR contrôlent 322 entreprises qui interviennent dans 89% des recettes pour exportation, dans 59% des profits pour tourisme et dans 60% des transactions en devises.* »⁵

Le sommet castriste s'est transformé en partenaire des capitaux étrangers, il garantit leurs affaires et, à la fois, il s'enrichit avec eux à travers les entreprises étatiques et la participation dans les entreprises mixtes.

Nouvelle révolution ou colonie

Nous répétons donc que le dilemme actuel de Cuba n'est pas entre la survie de l'« Etat ouvrier » ou la restauration capitaliste. L'Etat ouvrier n'existe déjà plus et la restauration est un fait. Ceci signifie qu'une des questions centrales à l'ordre du jour dans la réalité est que, à partir de la restauration, Cuba perd son caractère de pays indépendant et avance de plus en plus vite vers sa transformation en une semi-colonie des impérialismes européen et canadien.

Regrettablement, c'est la direction castriste elle-même qui pousse dans cette direction. Un indice de cela est que Fidel, alors qu'il maintient ses discours contre Bush et la bourgeoisie *gusana*, rend constamment hommage au roi Juan Carlos, symbole de l'impérialisme espagnol (tout comme Chávez d'ailleurs).

La principale menace à l'indépendance cubaine ne provient pas de l'impérialisme yankee ou des *gusanos*. Pour défendre ou récupérer cette indépendance, il faut aujourd'hui une nouvelle révolution sociale qui exproprie les entreprises et les capitaux européens et canadiens, de la même façon que, pour l'obtenir, il a été nécessaire

d'exproprier l'impérialisme yankee et les *gusanos*. La différence profonde avec le processus entamé en 1959 est que cela signifie aujourd'hui combattre la politique de Fidel et la direction castriste.

La succession de Fidel : qui doit décider ?

La transmission du commandement à Raúl Castro a montré clairement qu'un nombre réduit de dirigeants du Parti, de l'Armée et du Conseil d'État prennent les décisions qui affectent le futur du pays. Ni l'ensemble du PC cubain ni le Parlement y ont participé. Encore moins a-t-on consulté le peuple cubain.

Sûrement, la grande majorité de ce peuple maintient son affection et son respect pour le vieux dirigeant de la révolution. Mais ce fait ne peut pas dissimuler que des millions de cubains n'ont aucune possibilité d'intervention politique réelle dans la décision concernant la succession de Fidel. Il s'agit d'une situation complètement antidémocratique qui bloque un droit démocratique élémentaire.

Une fausse discussion

Ceux qui défendent l'actuel régime cubain affirment, d'une part, qu'à Cuba existe « une démocratie populaire » totalement différente de la fausse démocratie bourgeoise, et d'autre part, que la « démocratisation » a toujours été le masque derrière lequel se sont cachés l'impérialisme et les *gusanos* pour chercher la restauration capitaliste.

C'est une position doublement fausse. D'abord, il ne peut pas y avoir une véritable « démocratie populaire » sans que les travailleurs et le peuple aient le droit de former des groupements d'opposition, éditer des journaux, etc., ce qui n'existe pas à Cuba.

Mais l'essentiel est que cette position occulte que la restauration capitaliste (ou le risque certain de restauration pour ceux qui considèrent qu'elle n'a pas encore été complétée) ne vient pas de la main d'une invasion des *gusanos* et de l'impérialisme yankee mais qu'elle a été promue par la direction castriste elle-même, qui vend le pays aux impérialismes

européen et canadien.

C'est pourquoi, le caractère antidémocratique de l'actuel régime cubain n'est pas le résultat nécessaire d'une « forteresse socialiste sous siège » qui se défend d'une agression externe, mais un outil au service de la politique du sommet castriste qui a restauré le capitalisme, détruit les conquêtes de la révolution et transformé le pays en semi-colonie.

La défense de l'actuel régime est dissimulée derrière le risque du retour des yankees et des *gusanos*. Mais sa signification réelle est, d'une part, la défense de la politique et des privilèges économiques du sommet castriste et, d'autre part, une tentative d'éviter que le peuple cubain puisse s'organiser pour la combattre.

Dans ce cadre, la disparition de Fidel - ou son impossibilité d'exercer le pouvoir - peut non seulement accentuer les heurts et les divergences entre les différentes ailes du castrisme, mais elle peut, en outre, affaiblir ce sommet dans la relation avec les masses. C'est pourquoi, le sommet a besoin « de bien ficeler le paquet » pour éviter les risques de division interne et, essentiellement, pour s'assurer le contrôle du mouvement de masses.

Nous avons confiance dans le peuple cubain

Notre proposition de « démocratisation » part de bases totalement différentes et tend à des objectifs diamétralement opposés à ceux de l'impérialisme yankee et des *gusanos*. Pour nous, il s'agit de défendre les conquêtes qui restent encore de la révolution, d'inverser la restauration capitaliste et de freiner le processus de colonisation du pays.

En ce sens, nous avons pleine confiance dans le peuple cubain qui a déjà montré largement sa capacité de combattre la bourgeoisie et l'impérialisme, ainsi que sa grande maturité politique. Pour cela même, nous défendons pleinement leur droit de débattre et de décider démocratiquement des destinations du pays et de la succession de Fidel.

Alejandro Iturbe

⁵ Raúl Castro, *un papel decisivo*, Gerardo Reyes (El Nuevo Herald, 10/8/2006).

La « restauration démocratique » : un projet impérialiste très rentable

Pourquoi des élections maintenant ?

« La révolution démocratique est en marche au Congo », tel était le titre de l'éditorial du Soir¹ à la veille du premier tour des élections présidentielles en République Démocratique du Congo. « D'ici quelques jours, une nouvelle légitimité apparaîtra au Congo, fondée sur la volonté populaire ». Ce genre d'exclamations délirantes inonde les médias chaque fois que l'impérialisme use de cette méthode que nous nommons 'réaction démocratique', qui consiste à mettre en scène la liberté des « citoyens » de se rendre aux urnes, alors même qu'il essaye de stabiliser un régime semi-colonial – dans un pays riche en ressources énergétiques ou géologiques, ou présentant un intérêt stratégique, ou les trois, comme c'est le cas du Congo. L'histoire de ce changement de régime débute en 1991, à l'occasion de la « Conférence nationale souveraine » censée engager la « transition démocratique » du pays. Sous la pression internationale – la mode est à la stigmatisation des régimes « totalitaires » et par ailleurs l'opposition est de moins en moins contrôlée² - Mobutu, dictateur et ami personnel de nombreux dirigeants occidentaux, accepte un multipartisme de façade. Depuis cette période jusqu'à l'apparition subite sur le devant de la scène de Joseph Kabila en 2001, quelques jours après l'assassinat de son père, le pays a été livré à toutes sortes de pilliers, des seigneurs de la guerre (soutenus ou pas par les troupes régulières des pays limitrophes - Burundi, Rwanda, Angola, etc.) aux multinationales de petit calibre en passant par toute une clique de mafieux. Le pays étant des plus instable, les gros calibres industriels et leurs gouvernements (France, Allemagne, Etats-Unis) préfèrent rester discrets plutôt que de se jeter dans la mêlée. Cela ne signifie pas qu'ils ne parviennent pas à bénéficier, par intermédiaires, des « opportunités »

d'affaire... Malgré quelques bonnes intentions, Kabila-père ne parviendra pas à imposer une certaine retenue de la part de ces rapaces, ni même un semblant d'autorité nationale. La nation congolaise tend à s'effacer au profit d'une multitude de clans aux intérêts divergents. La principale source de convoitise est à l'époque le **Coltan**, composant indispensable des technologies portables. Le marché des téléphones mobiles et autres est en pleine explosion, donc le cours du Coltan (sa valeur sur le marché) est au plus haut. Cette explosion arrive à saturation et les cours diminuent. Par ailleurs, le marché du diamant, dont l'extraction ne requiert pas d'infrastructure lourde (donc source de profit même dans des zones instables, de guerre) a tendance à se refermer, la notion de tracabilité gagnant du terrain. A l'inverse, des matières comme le cobalt et le **cuiivre** (voire l'uranium), présent en masse au Congo, voient leur cours s'envoler, du fait de la demande insatiable de la Chine et de l'Inde. « Or, l'exploitation de ces minerais exige des investissements lourds et de long terme, ce qui suppose un environnement politique relativement stable. Bref **le temps de la filibuste est terminé...** »³.

Les gros calibres capitalistes préparent leur arrivée, avec l'envoi du plus gros contingent de casques bleu au monde, la MONUC, forte de 17.000 soldats. Nous avons déjà analysé en détail les divers éléments qui composent la présence militaire impérialiste de retour en RDC⁴. Parallèlement à la formation d'une armée qui assurera le monopole de la violence au pouvoir central, il s'agit de poursuivre la formation de cadres politiques aptes à sécuriser les privatisations sauvages lancées par Joseph Kabila et à garantir une exploitation maximale des ressources du pays à long terme. A cet égard, que ce soit Bemba ou Kabila qui accède au pouvoir au terme du second tour est insignifiant. Leur seul programme est

d'appliquer à la lettre les « recommandations » des experts de la Banque Mondiale et autres instances de « conciliation » entre puissances impérialistes. De toute façon, la **nouvelle constitution**, approuvée par le parlement en Février de cette année⁵, prend grand soin de couper court à toute velléité nationaliste du futur pouvoir central. Le pays comptera désormais 26 provinces (au lieu de 11 actuellement) – Article 226. Une large autonomie leur est attribuée et elles percevront directement 40% des ressources financières de l'Etat. Chaque province comptera un gouverneur, un vice gouverneur et au moins 10 ministres – Article 198. Les 33 candidats à la présidence, qui ont dû déboursier 50.000 dollars chacun, sont ainsi assurés de récupérer leur mise. Non seulement ils sont certains de bénéficier d'un siège politique important (et confortablement rémunéré grâce au financement de la « communauté internationale »), mais surtout, du fait de l'autonomie dont bénéficieront les pouvoirs locaux, ils pourront directement négocier avec les multinationales (et autres intérêts capitalistes) l'exploitation de telle ou telle des immenses richesses énergétiques et géologiques du territoire congolais. En août 2005, la société américaine Phelps Dodge s'est vue attribuer une licence pour extraire le cuivre d'un site dont le potentiel est estimé à 90 milliards de dollars. Prix de la licence : 15 millions de dollars⁶... Coût global annuel de la MONUC⁷ : 1.1 milliards de dollar. La restauration démocratique au Congo est décidément une entreprise très, très rentable...

1 Le Soir, 29-30 juillet 2006

2 Le massacre de l'Université de Lumumbashi, les 11-12 mai 1990, illustre la fébrilité du régime.

3 Le Monde Diplomatique, 06/2006, nous soulignons.

4 PI n°40 - L'ONU était déjà intervenue, mandatée par les Américains, pour installer Mobutu au pouvoir.

5 www.monuc.org/news.aspx?newsID=9984

7 www.wsws.org -may2006

8 www.monuc.org

**Les multinationales hors du Congo
Les richesses du Congo au peuple congolais
Retrait immédiat des troupes belges et étrangères**

Où va Chavez ?

Il y a huit ans, en décembre 1998, Hugo Chavez a été élu président de la République de Venezuela avec 56,24% des voix. Peu après, il organise un référendum constitutionnel, où le OUI obtient 73% des voix et où ses partisans, les « bolivariens », obtiennent une très ample majorité et décident de fonder la « V^{ème} République », la « République Bolivarienne de Venezuela ». En 2000, Chavez est réélu, cette fois pour un mandat de 6 ans. A mi-chemin, son mandat est confirmé par un plébiscite, avec 59% des voix. Le 3 décembre 2006, il se présente de nouveau aux élections, l'opposition se regroupant derrière le candidat unique Manuel Rosales, gouverneur de la province de Zulia. C'est le moment de faire un petit bilan, non des discours de Chavez, toujours aussi anti-impérialistes, mais des réalités.

Le profit des banques

Le 31/12/1998, la dette extérieure de Venezuela s'élevait à 23,3 milliards de dollars. Le 31/12/2005, elle atteignait 31 milliards. Elle a augmenté de 1,1 milliards de dollars par an en moyenne, mais la dernière année, elle a augmenté de 3,6 milliards. Pendant ces 7 années, 25 milliards de dollars ont été remboursés, plus que la dette de fin 1998.

En 2006, il est prévu de « rembourser » 6,5 milliards, à comparer avec le budget de cette même année pour l'éducation, 5,4 milliards, et pour les soins de santé, 2,0 milliards.

Le pays ne manque pas de problèmes à résoudre. Il est vrai que l'éducation de base et l'alphabétisation se sont améliorées, mais les autres branches de l'éducation souffrent de pénuries chroniques. Par exemple, aux écoles d'ingénieurs, spécialisées dans le secteur pétrolier, les étudiants ne disposent que de vieux équipements mis à disposition par les multinationales pétrolières, pour apprendre à les maintenir, mais aucune recherche nationale de technologie dans cet important secteur n'est en cours. Il est vrai que les soins de santé de base se sont améliorés, mais la presse abonde de réclamations sur le mauvais fonctionnement des hôpitaux et le manque de maintenance de leur infrastructure.

Entre-temps, le ministre des finances, Nelson Merentes, vient d'annoncer qu'il va rembourser la dette extérieure avant l'échéance. En fait, il s'agit tout simplement de faire des cadeaux aux grands banquiers. Le Venezuela dispose d'une réserve monétaire de l'équivalent de 38 milliards de dollars, mais Banque Centrale de Venezuela emprunte de l'argent à un intérêt autour de 10% aux capitalistes.

En plus, le ministre des finances permet que les banques au Venezuela achètent des dollars au taux officiel, et les vendent au taux bien supérieur du marché parallèle.

ZLEA ou Mercosur

Chavez a fait de grands discours contre la ZLEA, la Zone de Libre Echange des Amériques, et depuis le 4 juillet 2006 le Venezuela est membre à part entière du Mercosur. Un progrès ?

D'abord, si la ZLEA est embourbée, en dépit des efforts de Kirchner pour la renflouer, c'est à cause des grandes mobilisations et, par exemple, une campagne de 10 millions de signatures au Brésil contre cette initiative. Voilà pourquoi une alternative était nécessaire, et le Mercosur est en train d'y remédier. Dans une interview au Financial Times de début juillet, Lula a confessé que lui et Kirchner font des efforts pour mitiger un peu le ton anti-impérialiste de Chavez.⁶ Et à l'occasion du 30^{ème} sommet du Mercosur, Lula a insisté sur le fait que « *Le Mercosur n'est ni de gauche ni de droite* ».⁷

La réalité est que le Mercosur est de droite. Le 19 juin 1991, moins de trois mois après la signature du Mercosur et cinq mois avant que les parlements latino-américains le ratifient, le Mercosur et les États Unis ont signé un accord à Washington pour « faciliter la réduction généralisée des barrières au commerce et à l'investissement ». Les États Unis ont été les premiers dans le monde à reconnaître de façon institutionnelle le Mercosur. Quel est donc ce 'bloc' commercial alternatif à l'impérialisme nord-américain, dont la première tâche est une réduction généralisée des barrières au commerce et à l'investissement pour les États Unis ?

⁶ <http://www.ft.com/cms/s/3b8aa368-175d-11db-abad-0000779e2340.html>

⁷ Le Monde 25/07/2006

Ce traité sacrifie autant de souveraineté des pays participants que la ZLEA, en faveur des institutions internationales impérialistes. Seulement 40% des règles du Mercosur - telles que les normes communes concernant l'environnement - sont du ressort des législations nationales. Tout récemment encore, un conflit sur l'exploitation de ressources entre l'Argentine et l'Uruguay a été jugé par la Cour Internationale de La Haye.

La solidarité latino-américaine

Chavez parle haut et fort de solidarité latino-américaine. Mais ce n'est pas la solidarité avec les peuples de ces pays. C'est la solidarité avec les gouvernements, tous au service des multinationales. C'est la solidarité avec Lula, et avec Petrobras, contre le peuple bolivien dont cette compagnie accapare les hydrocarbures. C'est la solidarité avec Kirchner, et avec Repsol, selon Chavez « une entreprise amie dans un pays ami », qui entreprend une répression féroce contre ces travailleurs avec les troupes de Kirchner. C'est la solidarité avec Alvaro Uribe de la Colombie, « un homme courageux, un ami », et avec son projet du gazoduc, construit aux frais du peuple colombien et vénézuélien pour amener le gaz colombien aux États-Unis, passant par le Venezuela. C'est la solidarité avec Ollanta Humala, un ex-militaire putschiste violateur reconnu des droits humains, dont Chavez défendait avec acharnement la candidature présidentielle au Pérou.

Le danger du coup d'Etat

Il est évident que nous avons défendu et continuons à défendre le régime de Chavez contre toute ingérence impérialiste. Le peuple vénézuélien a combattu aussi bien des agissements militaires que des initiatives par les urnes dans ce sens. Mais peut-on en

dire autant de Chavez lui-même ? Les responsables de ces agressions, les militaires, les médias complices, n'ont fait l'objet d'aucune sanction. Et actuellement, la bourgeoisie putschiste de Fedecamaras participe activement au gouvernement.

D'autre part, si nous continuons à défendre Chavez et son régime contre toute agression impérialiste, il faut préciser qu'il n'y a actuellement aucune chance que celle-ci se concrétise, étant donné le borbier où l'impérialisme est enfoncé dans d'autres régions du monde.

La politique pétrolière

Récemment, le ministre Ramirez a dénoncé la politique pétrolière de la IV^{ème} République (d'avant Chavez) en ces termes: « L'ouverture pétrolière des années 90 était un processus mondial par lequel le capital transnational capturerait nos ressources et contrôlait effectivement notre production ». Le Ministère de l'Energie et du Pétrole a donc décidé d'y mettre fin, sous la direction du vice-ministre, Bernard Mommer. Il y a toutefois un petit détail. Quelques mois avant l'élection de Chavez, le 19 et 20 octobre 1998, lors de la *Seconde rencontre Internationale d'Economie* sur le thème *Les régimes fiscaux en économie pétrolière*, nous rencontrons ce même Bernard Mommer, avec une exposition qui fait l'éloge de la politique de la IV^{ème} République: « *L'industrie pétrolière est un puissant allié potentiel dans les politiques de libéralisation. (...) Ces politiques impliquent inévitablement un régime fiscal pétrolier plus libéral.* » Dans cette conférence, quelqu'un dans la salle lui demande s'il s'oppose à l'ouverture pétrolière. Mommer répond: « *Concernant mon opposition supposée à l'ouverture pétrolière, je dois dire le suivant: Moi, je ne me suis jamais opposé à l'ouverture, au contraire, j'en suis un défenseur depuis longtemps, avant qu'elle soit à la mode, avant 1989.* »

Les travailleurs vénézuéliens

Dans le secteur pétrolier il y a eu 11 morts par accident de travail en 6 mois (octobre 2005 - mars 2006). Les travailleurs réagissent. Dans *Opción clasista* du 17/04/06 où ils donnent des détails et où ils dénoncent aussi les

pratiques mafieuses de l'administration, nous lisons leur conclusion :

La lutte contre le népotisme, l'impunité et les morts au travail sera possible uniquement avec une nouvelle direction pour les syndicats. Aussi longtemps que nos syndicats sont dirigés par les putschistes, les bureaucrates et le favoritisme, nous ne parviendrons pas à nous débarrasser des adeca (les politiciens de la IV^{ème} république) installés dans leurs fauteuils.

Répression contre des travailleurs en grève

Le 10 août 2006, la gendarmerie de Chavez a réprimé brutalement les travailleurs en grève de l'entreprise *Alfarería Internacional de Carabobo*, qui défendaient leur emploi et une nouvelle Convention Collective. La Direction du Syndicat (7 personnes) ont d'abord été mis en prison comme de simples délinquants. Par la suite, les travailleurs qui avaient monté un piquet de grève à l'entrée de l'entreprise, ont été violemment chassés par la gendarmerie. Face à cette agression, l'UNT (Union Nationale des Travailleurs) a appelé à une vaste mobilisation aux portes de l'entreprise. « *Maudit soit le soldat qui fait usage de ses armes contre le peuple* » disait Simon Bolivar.

L'Union Nationale des Travailleurs (UNT), fondée en 2003 en opposition au syndicat jaune, la Confédération de Travailleurs de Venezuela (CTV), a célébré à la fin de mai 2006 son deuxième congrès. Contre les secteurs organisés à partir de la vice-présidence de la République, sous la férule de Marcela Máspero, le courant Ccura (Courant classiste unitaire révolutionnaire et autonome - dirigé par Chirino) y a obtenu une victoire spectaculaire sur le plan syndical.

Ce rejet syndical des mesures du gouvernement de Chavez contraires aux intérêts des travailleurs ne s'est toutefois pas traduit politiquement. Le syndicat n'a pas su maintenir une indépendance par rapport à l'Etat et a, au contraire, voté « *un soutien total et sans restrictions à la candidature du président Chavez pour les élections présidentielles* ».

Au début du mois d'août 2006, il y a eu des élections dans le principal syndicat

pétrolier du pays, FEDEPETROL de Puerto La Cruz. La UNT a dû y faire face à une fraude gigantesque de la part des courants gouvernementaux, ce qui n'a pas empêché toutefois d'en sortir victorieux. Il y avait 12 listes, et 4600 électeurs inscrits dont 2600 de façon irrégulière. La liste du gouverneur de la Province n'a obtenu que 200 voix, et celle du bourgmestre 600, les deux ayant disposé du soutien de Chavez et d'un énorme budget de propagande. La UNT a obtenu 800 voix, et 3 sièges (à 2 voix près, elle en aurait eu 4).

Les élections de décembre

C'est dans ce cadre qu'auront lieu les élections présidentielles le 3 décembre 2006, et il est pratiquement certain qu'aux 8 ans écoulés de chavisme, les travailleurs ajouteront 6 ans de plus. Tout en relativisant l'arène électorale, qui certainement ne mènera pas à la prise du pouvoir par les travailleurs, nous devons participer aussi sur ce terrain et définir une politique.

Il est évident que nous nous opposons à la liste de Manuel Rosales, mais il y a deux orientations en débat dans la gauche : le vote pour Chavez ou le vote blanc.

Nous pensons qu'une campagne pour le vote blanc serait interprétée à juste titre par les travailleurs comme une mise sur un pied d'égalité des deux candidats. Toutefois, nous ne rejoignons pas l'idée qu'il faut promouvoir le vote pour Chavez sans aucune critique « qui pourrait fragiliser l'unité ».

Nous ne voulons pas donner un chèque en blanc au gouvernement, mais nous disons aux travailleurs : si vous voulez voter pour Chavez, c'est parce que vous rejetez la politique de l'impérialisme, ce qui est correct, mais vous devez alors exiger de Chavez qu'il agisse aussi de cette façon. Il faut expliquer que Chavez donne plus d'argent aux banquiers qu'aux programmes de soins de santé. Il faut dire aux travailleurs qu'ils doivent exiger de Chavez de se débarrasser des ministres et généraux putschistes, de soutenir le peuple bolivien plutôt que Petrobras, de soutenir les travailleurs argentins plutôt que Repsol.

C'est dans ce débat que nous pourrions convaincre les travailleurs des limites du gouvernement Chavez, et du besoin de construire leurs propres organisations.

Défense des combattants

Le 6 juillet, 48 sans-papiers de l'église de Notre Dame Immaculée à Anderlecht ont été brutalement délogés et emprisonnés dans plusieurs centres fermés. Quelques-uns ont été libérés. La mobilisation pour leur libération doit continuer, comme lors de la Marche à St-Gilles le 23 août aux cris de :

« Libérez tous les prisonniers, Régularisez tous les sans-papiers ! »

TOUS LES LUNDIS

de 11 à 12 h

devant le CGRA

6, Boulevard du Roi Albert II - Bxl



Grâce à la mobilisation, Bahar a été libéré, mais le procès contre lui continue. Le 11 septembre, il y a le procès en appel à Gand.

La mobilisation doit continuer !

Le CLEA vous invite le samedi 9 septembre, 15H30 - ULB - Salle Dupréel (Inst. Sociologie), aux «SIX HEURES POUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION»

Plus d'info sur <http://perso.wanadoo.fr/clea.be>

Lorsque les nazis sont venus
chercher les communistes

Je n'ai rien dit

Je n'étais pas communiste.

Lorsque ils sont venus

chercher les socio-démocrates

Je n'ai rien dit

Je n'étais pas social -démocrate.

Lorsque ils sont venus

chercher les syndicalistes.

Je n'ai rien dit

Je n'étais pas syndicaliste

Lorsque ils sont venus

chercher les catholiques

Je n'ai rien dit

Je n'étais pas catholique.

Lorsque ils sont venus

chercher les juifs

Je n'ai rien dit

Je n'étais pas juif.

Puis ils sont venus me chercher

Et il ne restait plus personne

pour protester.

Martin Niemöller, Dachau

Libérez tous les prisonniers politiques